



UNION EUROPÉENNE
FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



PREFET DE LA CHARENTE MARITIME
Direction départementale des territoires
et de la mer

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
«Gestion d'une prairie aux oiseaux de plaine»
(sans engrais)
«PC_NEBR_HE02¹»

du territoire «Plaine de Néré à Bresdon»

Campagne 2015

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif est le maintien et la gestion de prairies favorables aux oiseaux de plaine comme l'Outarde canepetière, avec des espèces végétales soit :

- diversifiées, en limitant les effets concurrentiels entre plantes du même milieu,
- spécialisées, comme les luzernières.

Ces couverts sont une source d'alimentation et des lieux de protection, répondant aux exigences biologiques des espèces.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 298,93 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

Le montant de votre engagement est éligible dans la limite du plafond par exploitation et par année fixé au niveau régional par chaque financeur national.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

En plus des conditions générales d'éligibilité aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020, consultable sur le site des services de l'Etat en Charente-Maritime², vous devez respecter les 3 conditions spécifiques à la mesure «PC_NEBR_HE02».

¹ Cette mesure mobilise les opérations Herbe_03 et Herbe_06

² <http://www.charente-maritime.gouv.fr/Politiques-publiques/Agriculture-foret-et-developpement-rural/Agriculture/Les-aides-de-la-PAC/Mesures-agroenvironnementales-et-climatiques>

- Localisation pertinente des contractualisations en fonction du diagnostic environnemental préalable à tout engagement.
- Adhérer au cours de votre engagement à toute formation locale qui serait organisée, pouvant permettre une meilleure appréhension des enjeux, engagements, et biologie de l'espèce à protéger.
- L'engagement se fera obligatoirement en appui d'une base cartographique justifiant de la localisation.

3.2 Conditions relatives aux surfaces engagées appartenant au périmètre MAEC de la Plaine de Néré à Bresdon

Sont éligibles à la mesure «PC_NEBR_HE02» les prairies temporaires ou permanentes de votre exploitation corrigées par la méthode du prorata et appartenant au périmètre MAEC du territoire Plaine de Néré à Bresdon 2015, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental (SIE) et des bandes enherbées rendues obligatoires en application de la Directive Nitrates.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Le cahier des charges de cette mesure est contraignant et les précédentes programmations n'ont pas permis d'atteindre l'objectif affiché dans le DOCOB (Document d'objectifs) (15 % de la SAU du territoire en couverts herbacés gérés favorablement). Par ailleurs, le diagnostic préalable permet d'écarter certaines parcelles peu ou pas intéressantes et de proposer le cahier des charges le plus adapté.

Si toutefois une hiérarchisation des demandes d'engagement s'avérait nécessaire, la grille suivante serait appliquée :

Au moins 1 parcelle avec localisation stratégique (parcelle permettant de maintenir le lek en place)	1 point
Au moins 2 parcelles sur un secteur prioritaire (secteur favorable à l'outarde : accueillant ou ayant accueilli des outardes)	1 point
Maintien des chaumes de céréales sur les zones de rassemblement, selon les possibilités prévues dans l'arrêté «directive nitrates» (vu lors du diagnostic)	1 point
Éleveur : plus de 40% de la SAU en herbe (y compris les surfaces souscrites)	0.5 point
Non éleveur : plus de 10 % de la SAU en couverts herbacés (y compris les surfaces souscrites)	0.5 point

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté pendant 5 ans conformément aux dispositions de la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 consultable sur le site des services de l'État en Charente-Maritime. Dès le 15 juin de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure «PC_NEBR_HE02» sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année du constat (l'anomalie est dite réversible). Une anomalie est dite définitive lorsque ses conséquences dépassent la seule année du manquement. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation en défaut (anomalie principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Dans certains cas d'anomalie, l'organisme payeur (Agence de Services et de Paiement) peut exiger le reversement de toutes les aides versées.

Pour plus d'informations sur le régime de sanctions reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 consultable sur le site des services de l'État en Charente-Maritime.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
à respecter en contrepartie du paiement de l'aide					
Réalisation d'un diagnostic d'exploitation avant le dépôt de la demande d'engagement	Administratif	Vérification de l'existence du diagnostic	Définitive	Principale	Totale
Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions pour chacune des parcelles engagées : - Identification de l'élément engagé (n° de l'ilot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ; - Fauche ou broyage : date(s), matériel utilisé, modalités (notamment si fauche centrifuge) ; - Pâturage : dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux.	Sur place : vérification du cahier d'enregistrement des interventions	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements y compris pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constat Définitive au troisième	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence de traitement phytosanitaire toute l'année (sauf traitement localisé conforme à l'arrêté préfectoral éventuel de lutte contre les plantes envahissantes)	Sur place : Visuel et documentaire.	Visuel ; absence de trace de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Définitive	Principale	Totale
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports par pâturage) sur les parcelles engagées	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Interdiction de retournement des surfaces engagées Un seul renouvellement par travail superficiel du sol au cours des 5 ans est autorisé, après avis de l'opérateur.	Administratif et sur place : visuel	Automatique après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert Cahier d'enregistrement des interventions	Définitive	Principale	Totale
Respecter un retard de fauche de 49 jours par rapport à la date de fauche, soit une interdiction de fauche, broyage et pâturage du 15 mai au 31 juillet Interdiction de déprimage par pâturage, seul le pâturage des regains est autorisé. Maîtrise des refus obligatoire	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A Seuil par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

6.1 - Recommandations pour la mise en œuvre de la mesure pour un impact favorable sur la biodiversité (en particulier sur la petite faune) :

- Ne pas réaliser la fauche du couvert de nuit,
- Réaliser la fauche du centre vers la périphérie, ou mieux, d'un bord vers l'autre avec bras réversible,
- Respecter une hauteur minimale de fauche de 20 cm compatible avec la protection des espèces d'intérêt reconnu sur le territoire,
- Respecter une vitesse de fauche inférieure à 10 km/h, permettant la fuite de la petite faune présente sur la parcelle,
- Mettre en place des barres d'effarouchements sur le matériel,
- Maintien des éléments fixes du paysage : haies, arbres isolés, ...
- Privilégier les repousses de cultures à hauteur des possibilités prévues dans les arrêtés de programme d'action «nitrates».

6.2 - Recommandation supplémentaire pour la Vallée de l'Antenne

Pour un impact favorable pour la flore et la petite faune (insectes, papillons), ne pas intervenir après le 1^{er} mars.

Ces recommandations visent à accroître l'impact favorable des pratiques sur la biodiversité. Toutefois, ces recommandations ne font pas l'objet de contrôles, contrairement aux obligations décrites ci-dessus dans le cahier des charges.